



European Economic and Social Committee | Comité économique et social européen

PÉRIODE **RAPPORT DE FIN**
2023 **DE MANDAT**
2025 **SECTION «EMPLOI,**
AFFAIRES SOCIALES
ET CITOYENNETÉ»

**DIRECTION C — TRAVAUX
LÉGISLATIFS**

PRÉSIDENTE: CINZIA DEL RIO

Introduction

Le demi-mandat 2023-2025 a été marqué par la crise du coût de la vie survenue dans le sillage de la pandémie de COVID-19, crise aggravée par la poursuite de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, l'instabilité géopolitique et l'incertitude économique découlant de décisions politiques importantes prises outre-Atlantique, de l'essor des tendances autoritaires et de l'incidence croissante de l'intelligence artificielle. Les transitions écologique et numérique et la nécessité de garantir une transition juste, les politiques nécessaires aux compétences nouvellement requises, les nouvelles formes de travail et conditions de travail ainsi que l'incidence des pénuries de main-d'œuvre sont restées des questions importantes dans les travaux de la section SOC. Parmi les axes prioritaires développés, mentionnons la promotion de la mise en œuvre effective de politiques actives du marché du travail visant à inclure les personnes économiquement inactives et les chômeurs, la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat de qualité chez les femmes et les jeunes, et l'exploitation du potentiel de la migration économique et de la mobilité de la main-d'œuvre. En outre, la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, l'égalité sous toutes ses facettes, la réduction de la pauvreté, les droits fondamentaux et l'état de droit, la migration, l'asile et l'intégration sont restés des éléments clés des activités de la section. Dans ce contexte, la section s'est concentrée sur les actions suivantes:

- ***promouvoir des transitions numérique et écologique justes pour favoriser l'équité sociale, la compétitivité et la résilience;***
- ***œuvrer en faveur d'une société égalitaire et inclusive;***
- ***défendre la démocratie, les droits fondamentaux et l'état de droit.***

Cinzia DEL RIO

Présidente de la section SOC

Table des matières

Introduction	1
Promouvoir des transitions numérique et écologique justes pour favoriser l'équité sociale, la compétitivité et la résilience	4
Œuvrer en faveur d'une société égalitaire et inclusive	6
Défendre la démocratie, les droits fondamentaux et l'état de droit	8
L'écho interinstitutionnel	9
Les réalisations en matière de communication	10
Les perspectives et l'avenir	11
Annexe — Statistiques clés	11

Promouvoir des transitions numérique et écologique justes pour favoriser l'équité sociale, la compétitivité et la résilience

Reconnaissant l'objectif de promouvoir **une économie compétitive et durable en tant que pierre angulaire du modèle social européen**, la section est fermement convaincue qu'une économie sociale de marché compétitive devrait garantir la productivité, l'innovation et le plein emploi, la durabilité environnementale, la prospérité économique et la cohésion sociale et territoriale. Dans nos avis, nous avons plaidé en faveur de politiques plus fortes pour **promouvoir des emplois de qualité et lutter contre le travail non déclaré et les conditions de travail précaires**, ainsi que pour relever le défi des pénuries de main-d'œuvre. La section a souligné l'importance de la **convergence vers le haut** et du renforcement du rôle du Semestre européen dans des réponses coordonnées en matière de politique économique et sociale.

Dans le **domaine de la sécurité et de la santé au travail (SST)**, la section a examiné le rôle et le potentiel de la prévention pour contribuer à l'objectif «zéro décès», ainsi que les défis actuels et futurs liés aux technologies traditionnelles et nouvelles, en mettant l'accent sur l'IA. Elle s'est également penchée sur les différents modèles qui prévalent dans les États membres en matière de réduction du temps de travail.

Dans le domaine du **dialogue social** et de la **négociation collective**, la section a insisté sur la nécessité de renforcer le pouvoir de négociation collective et la couverture collective et recommandé que des conditions propices soient établies au niveau national pour permettre aux syndicats, aux employeurs et aux gouvernements de jouer un rôle plus efficace sur un marché du travail dynamique et en mutation et de recenser les possibilités de garantir la viabilité de structures saines et solides de dialogue social. La section a préconisé un **processus d'information et de consultation** plus efficace et plus constructif au sein des comités d'entreprise européens, tout en promouvant la négociation collective verte et la démocratie au travail.

La section a insisté sur la nécessité de renforcer la **dimension sociale** de l'UE, en particulier à la lumière des **transitions écologique et numérique** en cours et des **inégalités persistantes** entre les groupes et les régions. Elle a appelé à mettre davantage l'accent sur **l'investissement social, des emplois de qualité, des marchés du travail inclusifs, une mobilité équitable et des systèmes de protection sociale accessibles**.

La section a également encouragé les progrès en matière de **développement des compétences et des aptitudes**, notamment en ce qui concerne les compétences numériques, en particulier dans le contexte des transitions écologique et numérique; elle a aussi examiné les avantages des programmes d'apprentissage et de formation en alternance, de même que l'incidence de l'éducation sur les salaires et la productivité du travail. La section a travaillé sur la **directive sur les stages**, en soulignant l'importance d'une compensation équitable, afin de garantir l'égalité d'accès à une expérience de stage pour tous. La section a soutenu le nouveau cadre stratégique sur l' «union des compétences».

La section a souligné l'importance d'**associer la société civile et les partenaires sociaux** à tous les niveaux et a recommandé d'établir des objectifs clairs, un suivi efficace et un financement adéquat afin de garantir la pleine mise en œuvre des principes du **socle européen des droits sociaux**, en particulier dans la perspective du **nouveau plan d'action le concernant**.

La section s'est appuyée sur les travaux de l'**Observatoire du marché du travail (OMT)** pour aborder une série de questions clés. Il s'est notamment agi d'analyser l'**incidence sociale des plans nationaux pour la reprise et la résilience** et la manière dont ils ont répondu efficacement aux défis sociaux urgents. Dans le cadre de l'**Année européenne des compétences**, l'OMT a uni ses forces avec le CEDEFOP pour favoriser les **possibilités de renforcement des compétences pour tous les adultes**, et en particulier les personnes peu qualifiées. Grâce à une coopération étroite avec la Commission européenne, l'OMT a également encouragé **l'enseignement et la formation professionnels (EFP)** en tant que voie d'accès à l'emploi qui soit à la fois de qualité et à l'épreuve du temps. Un autre thème orienté vers l'avenir a été l'**incidence de l'intelligence artificielle sur l'emploi et les compétences**. Les membres de la section SOC ont activement animé cette conversation lors de manifestations internationales et européennes de haut niveau. En outre, l'OMT a apporté des contributions utiles à la révision du **plan d'action sur le socle européen des droits sociaux** au moyen d'une étude spécifique sur l'emploi et l'éducation et la formation des adultes. La section a continué de promouvoir la participation des jeunes à la prise de décision, en appliquant le **test jeunesse des politiques publiques de l'UE** à un certain nombre d'avis. Les résultats de l'étude et les résultats détaillés des travaux de l'OMT sont présentés dans des rapports distincts.

Cœuvrer en faveur d'une société égalitaire et inclusive

La section a encouragé la poursuite du développement d'une **protection sociale inclusive et adéquate pour les travailleurs salariés et non salariés**. Le CESE a incité l'Union européenne et les États membres, dans le champ de leurs compétences respectives et le respect des pratiques nationales, à adapter les systèmes de protection sociale pour qu'ils couvrent les formes de travail non classiques, d'une manière qui fournisse des prestations suffisantes pour **assurer à tous les travailleurs un travail décent et une vie digne**. La section s'est également penchée sur l'incidence des changements démographiques sur le monde du travail — politiques actives du marché du travail, organisation du travail, perfectionnement et reconversion des travailleurs requis en raison du vieillissement de la population active — et sur la viabilité des systèmes de protection sociale et de la sécurité sociale. Dans le cadre des efforts conjoints déployés pour lutter contre le **sans-abrisme**, le CESE a plaidé en faveur d'un cadre européen pour les stratégies nationales fondé sur le principe du «**logement d'abord**». En outre, la section a soutenu la future **stratégie de lutte contre la pauvreté**, soulignant qu'elle doit viser à aider les personnes à accéder aux protections et aux services essentiels dont elles ont besoin, ainsi qu'à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. En outre, elle a examiné la question de **l'équité intergénérationnelle**, en vue d'une société cohésive et durable qui garantisse des droits et des possibilités équitables pour toutes les générations dans tous les domaines d'action.

La section s'est montrée très active dans le domaine des **soins de santé** et a formulé des recommandations en vue d'une stratégie globale de l'UE visant à relever les principaux défis. Il s'agissait notamment de réduire les inégalités en matière de santé, de mettre en place une garantie européenne de soins et de santé, de mettre en œuvre l'approche intégrée «Une seule santé», de protéger les aidants formels et informels et de tirer parti de la numérisation et de l'intelligence artificielle (IA) pour moderniser les systèmes de soins de santé. La **santé mentale** est restée au centre des préoccupations, la section soulignant la nécessité d'une approche axée sur les droits et sur les communautés, conforme aux principes de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH). En outre, la section a ardemment plaidé en faveur de l'adoption d'un plan d'action de l'UE pour les **maladies rares** afin de contribuer à combler les lacunes qui existent dans les parcours de soins aux patients dans les États membres.

Le **groupe permanent de la section sur les droits des personnes handicapées (GP DIS)** a poursuivi sa mission d'évaluation et de sensibilisation à la mise en œuvre de la CNUDPH au

sein de l'UE. Il s'est également employé à promouvoir la participation des organisations représentant les personnes handicapées et à partager les bonnes pratiques. Les résultats détaillés de ses travaux sont présentés dans un rapport distinct.

Le groupe permanent sur l'intégration des Roms a poursuivi ses objectifs, à savoir suivre les progrès accomplis dans les États membres s'agissant de la mise en œuvre des recommandations énoncées dans le cadre stratégique de l'UE en faveur des Roms pour la période 2020-2030, ainsi que sensibiliser et faciliter les discussions sur les domaines d'action qui nécessitent encore une action urgente pour garantir l'intégration des Roms. Les résultats détaillés de ses travaux sont présentés dans un rapport distinct.

Le CESE n'a de cesse de promouvoir l'**égalité de genre**, qu'il aborde en tant que question transversale au sein de ses différentes sections et de son groupe ad hoc sur l'égalité. En 2024 et 2025, il a pris l'initiative sans précédent de publier les priorités de la société civile organisée de l'UE dans la perspective des 68^e et 69^e sessions de la Commission de la condition de la femme des Nations unies. En outre, il a adopté un avis d'initiative notable qui présente l'état d'avancement des mesures prises dans l'ensemble de l'UE pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. Il a également poursuivi sa coopération active avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE). La section a par ailleurs souligné qu'il est urgent d'adapter les stratégies en faveur de l'**équilibre entre vie professionnelle et vie privée** en tenant compte de l'évolution démographique, des nouvelles formes de travail, des formules de travail flexibles et de la demande croissante de soins.

Dans le domaine de la **migration**, la section a continué de mettre fortement l'accent sur le nouveau pacte sur la migration et l'asile, avec des avis adoptés sur les nouveaux outils et composantes du pacte, y compris la stratégie de gestion intégrée des frontières, le train de mesures sur la mobilité des talents et le train de mesures contre le trafic de migrants. Des propositions spécifiques visant à améliorer la migration légale vers l'UE ont été présentées dans deux avis d'initiative. La section a également formulé des recommandations spécifiques en vue d'améliorer la nouvelle proposition relative au système européen commun de retour.

Le groupe d'étude permanent «Immigration et intégration» a poursuivi ses travaux visant à promouvoir le développement d'une politique européenne commune en matière d'immigration et d'intégration, fondée sur les principes des droits fondamentaux et de la solidarité, avec une forte participation de la société civile. Les résultats détaillés de ses travaux sont présentés dans un rapport distinct.

Deux réunions annuelles du **Forum européen sur la migration (FME)** ont eu lieu en novembre 2023 et 2024. Le 8^e FME a abordé les questions des besoins, des compétences et de la communication spécifiques des migrants afin de garantir une plus grande inclusion. Le 9^e FME s'est concentré sur le renforcement du rôle de la société civile dans la mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile.

Défendre la démocratie, les droits fondamentaux et l'état de droit

L'année 2024 a été une année électorale majeure, les élections européennes étant les plus importantes pour l'UE. Dans le cadre de l'engagement du CESE en faveur de la démocratie représentative, la section SOC a participé à l'élaboration de deux résolutions: l'une invitant le public à voter aux élections européennes et l'autre détaillant ses demandes au Parlement européen et à la Commission européenne pour le mandat 2024-2029.

Entre 2023 et 2025, le **groupe «Droits fondamentaux et état de droit» (DFED)** du CESE s'est concentré sur le renforcement des valeurs fondamentales de l'UE dans un contexte de menaces croissantes pour la démocratie. Le groupe a achevé son premier cycle de visites dans tous les États membres de l'UE et a entamé un deuxième cycle, s'étendant aux pays candidats tels que la Moldavie, l'Albanie et la Serbie. Le premier cycle de visites a réuni plus de 600 représentants de la société civile (employeurs, syndicats, OSC, professionnels des médias et du droit, etc.), fournissant des informations de première main sur la situation prévalant en Europe en matière de droits fondamentaux et d'état de droit. Les conclusions ont été consolidées dans un rapport 2018-2024 mettant en évidence les défis de grande ampleur, depuis les questions de mise en œuvre jusqu'aux crises profondes de l'état de droit, et formulant des recommandations fondées sur les avis du CESE.

Le groupe DFED a tenu dix réunions et organisé treize visites dans les États membres au cours de ce mandat. Il a accueilli de grandes conférences, dont deux conférences annuelles sur l'état de droit et plusieurs manifestations conjointes avec la Commission européenne sur l'espace civique, l'accès à la justice et la protection juridique. Ces forums ont permis des échanges entre la société civile, les experts juridiques et les institutions.

Le groupe a lancé plusieurs avis d'initiative sur des sujets clés tels que le financement de la société civile, la corruption dans les marchés publics, la violence à l'égard des femmes et les droits du travail des journalistes. Il a également organisé des dialogues interactifs avec le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, renforçant les liens internationaux avec les réseaux des organisations de la société civile des Nations unies et de l'UE. En interne, le

groupe a mis à jour ses lignes directrices opérationnelles et intensifié ses efforts de communication, en s'appuyant sur des déclarations pour mettre en évidence des questions clés. Sur le plan externe, il a renforcé la collaboration avec les parties prenantes européennes et internationales, dont l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), le Conseil de l'Europe et les Nations unies. Les résultats détaillés des travaux du groupe DFED sont présentés dans un rapport distinct.

Outre les travaux du groupe DFED, la section s'est également penchée activement sur des questions liées à la démocratie et à l'engagement des citoyens, notamment le rétrécissement de l'espace civique, la promotion du dialogue civil et la sauvegarde des principes démocratiques. D'autres travaux ont porté sur le rôle de la société civile et son état de préparation aux grands défis, en soulignant sa contribution essentielle à la défense de la démocratie, au renforcement de la confiance et de la cohésion et au soutien aux groupes vulnérables.

L'écho interinstitutionnel

Une fois encore, une majorité d'avis exploratoires sollicités par les États membres de l'Union qui ont assuré la présidence pendant le demi-mandat relevaient de la compétence de la section SOC, qui a élaboré un total de treize avis exploratoires pour la présidence tournante. La section a également élaboré deux avis exploratoires à la demande de la Commission européenne afin de contribuer à ses travaux préparatoires: «Développer des perspectives et gérer les risques en matière de nouvelles technologies pour les services publics, pour l'organisation du travail et pour des sociétés plus égalitaires et inclusives» et «Stratégie européenne de lutte contre la pauvreté».

Divers commissaires, ministres et secrétaires d'État représentant les présidences du Conseil, des députés au Parlement européen et des directeurs des agences de l'UE ont participé à des conférences et auditions publiques organisées par la section SOC, à des manifestations organisées avec la Commission européenne, des agences de l'UE (par exemple le Cedefop, Eurofound), l'Organisation internationale du travail et le Conseil de l'Europe, ainsi qu'à des débats d'actualité lors de réunions de section. Mentionnons notamment les manifestations de haut niveau organisées par l'Observatoire du marché du travail avec l'Organisation internationale du travail (OIT) dans le cadre de la participation du CESE à la coalition mondiale pour la justice sociale depuis 2024; une manifestation conjointe de l'OMT et de la Commission européenne visant à inspirer les jeunes de toute l'Europe, notamment au moyen

d'une interaction avec 35 lauréats de concours de compétences («Rencontrer les champions de l'excellence»); une manifestation parallèle de l'OMT et du Conseil économique, social et environnemental français en marge du Sommet mondial pour l'action sur l'IA. Parmi les manifestations figuraient également les réunions annuelles du Forum européen sur la migration, des conférences de haut niveau sur les droits fondamentaux et l'état de droit, ainsi que des conférences clés organisées en coopération avec d'autres sections et organes du CESE, notamment sur «La cybersécurité de la santé» avec la CCMI et «Pour un engagement de l'UE dans la lutte contre les maladies rares» avec la section TEN.

Les délégations de membres de la section SOC ont participé à diverses manifestations de haut niveau, telles que les conseils EPSCO informels, le Forum européen de l'emploi et des droits sociaux, les événements clés des agences de l'UE, ainsi que le forum de lancement et le forum annuel de la coalition mondiale pour la justice sociale.

Les réalisations en matière de communication

Les travaux de la section liés aux événements et aux avis font régulièrement l'objet d'une couverture médiatique. La communication sur les activités de la section s'est concentrée sur les travaux relevant de ses priorités de communication, à savoir «Renforcer la démocratie par la participation active» (2024) et «Sociétés inclusives» (2025). D'autres travaux pertinents au regard d'autres priorités du CESE en matière de communication, telles que «L'intelligence artificielle: une technologie qui change la donne pour l'économie, la société et les travailleurs», l'égalité de genre ou encore la perspective des jeunes ont également été mis en avant. Parmi les exemples de couverture médiatique, mentionnons les manifestations sur la migration — notamment les réunions du Forum européen sur la migration — sur les droits des personnes handicapées et sur les compétences, en ce y compris une manifestation de premier plan sur les compétences des jeunes («Rencontre avec les champions de l'excellence»). La section a fourni un suivi renforcé pour les dossiers SOC/796 sur «L'impact de la démographie sur l'Europe sociale», SOC/799 sur «Services de santé mentale de proximité» et SOC/803 sur «Une intelligence artificielle au service des travailleurs: leviers pour exploiter le potentiel et atténuer les risques de l'IA dans le cadre des politiques de l'emploi et du marché du travail», et s'est concentré sur les avis SOC/822 sur le «Nouveau plan d'action pour mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux», SOC/829 sur la «Stratégie européenne de lutte contre la pauvreté» et SOC/837 sur l'«Union des compétences». Le suivi renforcé comprend des réunions

de suivi interinstitutionnelles et la participation à des manifestations et à des activités de communication dans le but de maximiser l'impact potentiel des avis.

Les perspectives et l'avenir

Le bureau de la section SOC s'accordera sur les priorités de la section au début de son mandat. Toutefois, on peut s'attendre à ce que la section continue de travailler sur des sujets étroitement liés aux transitions écologique et numérique, à l'union des compétences et à des emplois de qualité, au nouveau plan d'action pour le socle européen des droits sociaux, à la stratégie de lutte contre la pauvreté et aux thèmes favorisant le dialogue social et civil, la défense de la démocratie ainsi que la promotion des droits de l'homme et d'un système humain de gestion des migrations.

Annexe — Statistiques clés

	Du 26 avril 2023	2024	au 18 septembre 2025	Total
Réunions de section	5	9	6	20
Réunions du bureau de la section	6	10	6	22
Réunions de groupes d'étude	33	60	45	138
Réunions de groupes d'étude permanents	9	11	9	29
Réunions d'observatoire	2	4	1	7
Avis	24	27	32	83
Saisines	10	12	4	26
Avis exploratoires	6	6	11	23
Avis d'initiative	8	8	15	31
Rapports d'information	-	-	-	-
Rapports d'évaluation	-	1	1	2
Résolutions	-	2	1	3¹
Études	-	1	-	1
Missions d'information	10	24	5	39

¹ La section SOC a assuré le secrétariat du groupe ad hoc sur les élections européennes pour l'élaboration de deux résolutions.

Conférences et auditions organisées par la section	22	45	20	87
Participation des membres à des réunions/manifestations/conférences	99	133	69	301
Réunions entre rapporteurs du CESE/Parlement ou présidents de section/commission du Parlement	2	4	4	10
Réunions de membres du CESE avec des commissaires, des membres des cabinets des commissaires, des directeurs généraux ou des directeurs de la Commission	4	3	1	8
Réunions de membres du CESE avec des représentants du Conseil, des représentants permanents ou des représentants de la présidence de l'UE	6	9	4	19